



Lusotopie

Recherches politiques internationales sur les espaces
issus de l'histoire et de la colonisation portugaises

XVI(1) | 2009

**Afrique australe, Afrique lusophone. Mondes
fragmentés, histoires liées**

Douglas Mansur da SILVA, A oposição ao Estado Novo no exílio brasileiro, 1956-1974

Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2006, 162 p.

Victor Pereira



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/483>

ISSN : 1768-3084

Éditeur :

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

Édition imprimée

Date de publication : 30 janvier 2009

Pagination : 231-233

ISSN : 1257-0273

Référence électronique

Victor Pereira, « Douglas Mansur da SILVA, A oposição ao Estado Novo no exílio brasileiro, 1956-1974 », *Lusotopie* [En ligne], XVI(1) | 2009, mis en ligne le 22 novembre 2015, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/483>

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.

Tous droits réservés

Douglas Mansur da SILVA, A oposição ao Estado Novo no exílio brasileiro, 1956-1974

Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2006, 162 p.

Victor Pereira

RÉFÉRENCE

Douglas Mansur da SILVA, *A oposição ao Estado Novo no exílio brasileiro, 1956-1974*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2006, 162 p., ISBN : 972-671-175-4.

- ¹ D'une portée plus limitée que le titre le laisse croire, le livre de l'anthropologue Douglas Mansur da Silva étudie le journal *Portugal Democrático* publié entre 1956 et 1975 par des exilés portugais installés à São Paulo. Réunissant des militants provenant de différentes sensibilités de l'opposition portugaise (principalement des communistes mais également des républicains libéraux, voire des monarchistes), ce journal se voulait une plate-forme unitaire de lutte contre le régime salazariste. L'unité fut la principale maxime de ces militants qui, au fil des années, participèrent à la publication de ce journal, distribué non seulement à São Paulo mais aussi au Portugal ou en France. Toutefois, comme le décrit l'auteur, l'unité de l'opposition anti-salazariste, dans son ensemble ou au sein de l'exil au Brésil, ne fut jamais atteinte. Les exilés se divisèrent autour de la question coloniale : des exilés comme Henrique Galvão prônaient le maintien de la domination coloniale tandis que la grande majorité des collaborateurs de *Portugal Democrático* soutenait la cause des partis indépendantistes. Ils s'opposaient également sur les moyens d'action et de lutte pour mettre à bas la dictature salazariste (l'insurrection populaire du Parti Communiste versus le putsch militaire défendu par Humberto Delgado) et sur la façon d'envisager l'après-dictature (démocratie à l'occidentale, socialisme, etc.). En dépit de ces divisions, *Portugal Democrático* essaya de sensibiliser l'opinion brésilienne et internationale et de dénoncer le régime salazariste qui, jusqu'à la fin des années 1950, n'attirait pas l'attention

des médias internationaux. Le journal s'engagea également auprès des milliers de Portugais vivant au Brésil, essayant de déconstruire la propagande salazariste. Celle-ci était diffusée à la fois par les structures diplomatiques, mais aussi relayée par certaines associations et quelques « *comendadores* », entrepreneurs à succès et représentants auto-désignés de la « colonie » portugaise au Brésil auprès du gouvernement portugais. *Portugal Democrático* tenta ainsi de s'opposer à l'accaparement de l'idée de patriotisme faite par le régime salazariste, démontrant que les vrais patriotes étaient ceux qui luttaient pour un Portugal libre et démocratique. Mansur da Silva décrit également les effets du coup d'État militaire de 1964 sur le devenir de *Portugal Democrático*. Bien que la dictature brésilienne (1964-1984) interdît les publications de gauche et d'extrême-gauche et réprima l'opposition de ces formations politiques, elle ne s'opposa pas à la continuité de *Portugal Democrático*. Ironiquement, certains Brésiliens affirmaient que « *o único jornal de esquerda do Brasil era português* » (p. 122). *Portugal Democrático* constituait ainsi la seule publication légale de gauche où les Brésiliens pouvaient lire des articles sur la démocratie ou la justice sociale. Cette apparente contradiction résulte de l'opposition des militaires brésiliens à la politique coloniale portugaise. Ainsi, tant que *Portugal Democrático* et ses collaborateurs se limitaient à critiquer la politique coloniale de la dictature portugaise et ne s'immisciaient pas dans les affaires brésiliennes, les militaires brésiliens le toléraient.

- 2 La principale problématique de l'auteur est de saisir la « *pertinácia dos militantes "anti-salazaristas" exilados no Brasil e reunidos em torno do Portugal Democrático* » (p. 145). Cet objectif amène l'auteur à faire primer la continuité, symbolisée par l'existence pendant près de vingt ans du journal, sur les ruptures. Il envisage ainsi l'exil comme une continuité de l'activité politique au Portugal (p. 60), tendant ainsi à distinguer hermétiquement les « exilés » des « émigrés économiques ». Cette distinction présuppose que ceux qui n'avaient pas de pratiques politiques au Portugal ne pouvaient commencer à en développer au Brésil et que ceux qui en déployaient au Portugal ne pouvaient cesser de le faire au Brésil. Ces postulats conduisent donc l'auteur à négliger le désengagement¹, ses formes et ses motivations. Or on perçoit dans sa description du parcours de *Portugal Democrático* des évolutions au sein de sa rédaction, des départs et des arrivées, des ré-émigrations (vers les États-Unis, la France ou l'Algérie voire des retours au Portugal).
- 3 Même s'il s'attache à décrire les « réseaux et circuits d'échanges » (p. 73-89) sur lesquels se sont appuyés les militants liés à *Portugal Democrático*, l'auteur ne prête pas grande attention aux conditions matérielles de l'engagement autour de ce journal et ne développe pas un regard sociologique sur ces opposants. Ainsi de nombreuses questions restent en suspens. Quelles sont les origines sociales des militants participant à *Portugal Democrático* ? Influencent-elles leur vision du monde et leur « système éthique » (p. 136) mis en exergue par l'auteur ? Y a-t-il des différences sociales au sein de ces militants qui expliquent des divergences politiques ou la répartition des tâches ? L'insertion dans la société brésilienne a-t-elle provoqué un déclassement social des exilés ? Comment ces derniers réussissent-ils à concilier activité militante et activité professionnelle ? Ces activités se rejoignent-elles ? Comment s'opère le quotidien du journal ? Comment est-il financé ? Ces questions, loin d'être anodines, auraient pu contribuer à éclairer la problématique principale de l'auteur. Car si l'auteur postule que ce qui a rendu possible la cohésion et la longévité de *Portugal Democrática* fut « *a crença compartilhada na acção política como um valor para si* » (p. 133), nul doute que cette croyance découlait en grande partie des origines, des dispositions sociales et de la formation de ces militants. Du reste, on ne perçoit pas en quoi cette croyance singularise les militants de *Portugal Democrática* et

explique à elle seule la longévité du journal. Cette croyance n'est-elle pas au fondement de la plupart des engagements politiques, quelle qu'en soit l'orientation ?

- 4 Si l'auteur ne s'est pas penché sur les conditions matérielles de *Portugal Democrático*, il s'est également peu intéressé à sa réception. S'attachant au contenu du journal, à sa rhétorique, Mansur da Silva n'analyse pas comment *Portugal Democrático* s'insère dans le champ des publications de l'opposition portugaise, de la gauche brésilienne ou des journaux portugais au Brésil qu'ils soient anti ou pro-salazaristes. À quels débats a-t-il participé, quelles alliances a-t-il noué ? Postulant également que les « émigrés économiques » étaient étroitement contrôlés par les structures liées au régime, il n'étudie pas l'impact du journal parmi les Portugais au Brésil. C'est donc plus une étude de contenu que de réception que nous offre l'auteur qui n'indique d'ailleurs pas le tirage (ni même une approximation) de ce journal. Tirage et public n'étaient pourtant pas dénué d'intérêt dans l'optique même de l'auteur, car on peut supposer que si *Portugal Democrático* n'avait trouvé ni lecteur ni n'était pas entré en relation, conflictuelle ou non, avec d'autres publications, il n'aurait pas survécu près de vingt ans.
- 5 Les limites du livre résultent pour partie des sources sur lesquels s'est appuyé l'auteur. Les principaux matériaux sont constitués par les 205 numéros de *Portugal Democrático*, par des entretiens avec d'anciens exilés (12 au total, 10 effectués au Brésil et 2 au Portugal) et par les archives du DEOPS (*Departamento de Ordem Pública e Social*). Bien que les archives de la PIDE/DGS soient citées dans les sources, l'auteur n'utilise aucun de ses documents dans le corps du texte. Cette absence n'est pas expliquée. L'auteur a-t-il eu des difficultés à obtenir les documents qu'il désirait, a-t-il considéré que les documents amassés par la police politique portugaise (les notes des informateurs par exemple) ne constituaient pas une source fiable ? Ou, tout simplement, a-t-il constaté que ces archives n'apportaient rien de pertinent à l'étude de *Portugal Democrático*, la police ne sachant rien ou peu de choses de ces activités (ce qui semble peu plausible) ? Même s'il met en exergue la supposée influence des structures consulaires et diplomatiques sur les Portugais résidant au Brésil et évoque les pressions de la diplomatie portugaise auprès de la dictature brésilienne dans le but d'interdire *Portugal Democrático*, l'auteur n'a pas non plus consulté les archives diplomatiques portugaises. Or, cela aurait pu enrichir son travail en mettant notamment en lumière la réception de *Portugal Democrático* parmi la « colonie portugaise au Brésil » ou, du moins, sa réception telle que perçue par les structures diplomatiques.

Janvier 2008

NOTES

1. Voir Olivier Fillieule (ed.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.